



## Arrêt

**n° 123 863 du 13 mai 2014**  
**dans l'affaire X / I**

**En cause :** 1. X  
2. X

**ayant élu domicile :** X

**contre :**

**le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides**

### **LE PRÉSIDENT F.F. DE LA 1<sup>ère</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 25 juillet 2013 par X et X, qui déclarent être de nationalité russe, contre les décisions du Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, prises le 28 juin 2013.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 25 mars 2014 convoquant les parties à l'audience du 29 avril 2014.

Entendu, en son rapport, O. ROISIN, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, les parties requérantes assistées par Me A. PHILIPPE, avocat, et C. HUPE, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. Les actes attaqués**

Le recours est dirigé contre deux décisions de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prises par le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, qui sont motivées comme suit :

«[G., A.]

#### **A. Faits invoqués**

*Vous êtes de nationalité russe et d'origine ethnique tchéchène. Vous seriez originaire du village de Nouradilovo, dans le district de Khassaviourt au Daghestan.*

*Le 24 janvier 2007, vous avez introduit une première demande d'asile en Belgique.*

*Le 4 juillet 2007, votre épouse [I. M. C.] (SP:XXXXXX) a également introduit une demande d'asile en Belgique liée entièrement à la vôtre.*

*Le 9 avril 2008, le Commissariat Général a adopté une décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de la protection subsidiaire à l'égard de vos demandes d'asile.*

*Le 23 avril 2008, vous avez introduit un recours devant le Conseil du Contentieux des étrangers (CCE) contre ces décisions.*

*Le 9 octobre 2008, sans attendre que le CCE ne se prononce au sujet de votre recours, vous avez quitté la Belgique pour vous rendre en Russie en compagnie de votre famille, en recourant au service de l'organisation internationale pour les migrations (OIM).*

*Vous seriez retourné habiter dans votre domicile familial à Nouradilovo au Daghestan.*

*Le 7 décembre 2011, vous avez introduit une seconde demande d'asile en Belgique.*

*À l'appui de votre seconde demande d'asile, vous invoquez les faits suivants.*

*En janvier et mars 2009, vous auriez été convoqué au commissariat de police (ROVD) de Khassaviourt par le biais d'une convocation. Vous auriez été interrogé par le même officier durant deux à trois heures, à chaque reprise. Il vous aurait déclaré que si vous n'aviez pas aidé les boevicks, vous ne seriez pas parti en Europe. Il aurait voulu que vous collaboriez avec eux et vous aurait menacé d'ennuis judiciaires si vous n'acceptiez pas de collaborer.*

*En juin 2009, vous auriez été convoqué à une nouvelle reprise au ROVD par le biais d'une convocation. Vous auriez également été interrogé par le même officier que lors des précédents interrogatoires ainsi qu'une autre personne durant cinq heures. Il aurait été convenu que tous les deux mois, le 1er du mois, vous deviez vous rendre au ROVD et leur apporter des informations.*

*Vous auriez accepté pour éviter d'être battu.*

*Le 1er août 2009, vous vous seriez rendu au ROVD sans avoir d'informations importantes à leur communiquer. Dans le courant du mois d'août, vous auriez reçu un appel anonyme dans lequel vous étiez menacé d'être tué si vous étiez aperçu à nouveau au ROVD.*

*Le 1er octobre 2009, vous ne vous seriez pas rendu au ROVD.*

*Le 10 octobre 2009, vous auriez été emmené au ROVD par 4 officiers. Vous auriez été battu. Ils vous auraient déclaré que vous deviez vous rendre chez eux comme convenu si vous ne vouliez pas être tué.*

*Vous auriez ensuite été libéré.*

*Le 27 septembre 2009, vous auriez quitté le Daghestan pour vous rendre dans la province de Kalmikia, chez votre oncle. Vous seriez retourné une journée à votre domicile familial pour voir votre fils qui venait de naître, en août 2010.*

*En septembre 2010, vous auriez quitté le domicile de votre oncle car celui-ci vous aurait informé que vous y étiez recherché. Vous vous seriez rendu chez votre tante dans la province d'Astrakhan. Vous auriez décidé de partir car un agent de quartier serait venu chez votre tante demander si vous étiez chez elle.*

*Le 24 octobre 2011, vous seriez rentré à Nouradilovo.*

*Le 26 octobre 2011, vous auriez adressé une lettre à la Cour suprême du Daghestan, avec l'aide de votre père, pour porter plainte à l'égard de l'officier qui vous aurait interrogé en janvier, mars, juin et août 2009.*

*Dans la nuit du 29 octobre 2011, 4 hommes masqués et en uniformes seraient venus vous chercher à votre domicile pour vous emmener au service régional de Toukhtcha. Vous auriez été interrogé sur le motif de votre lettre et auriez été battu.*

*Très tôt dans la matinée du 30 octobre 2011, vous auriez été relâché suite à une rançon versée par votre père. Il vous aurait emmené à l'hôpital afin de soigner vos blessures.*

*Le 31 octobre 2011, votre père vous aurait conduit à Grebinskaya, en Tchétchénie chez votre oncle.*

*Le 1 novembre 2011, vous avez reçu une convocation pour vous rendre, le 4 novembre 2011, au service d'instruction de l'OVD du district de Khassaviourt pour y être interrogé en tant que suspect et accusé.*

*Vous ne vous y seriez pas rendu.*

*Le 25 novembre 2011, votre épouse aurait reçu une convocation, au domicile de vos parents, pour se rendre, le 27 novembre 2011, au service d'instruction de l'OVD du district de Khassaviourt pour y être interrogée en tant que témoin. Elle ne s'y serait pas rendue car elle se trouvait dans la maison de ses parents.*

*Le 2 décembre 2011, vous avez quitté la Russie en voyageant en bus et en voiture pour vous rendre en Belgique.*

*Le 25 septembre 2012, votre épouse serait arrivée en Belgique et a introduit une seconde demande d'asile le même jour entièrement liée à la vôtre.*

*Vous déclarez également que le début des problèmes de votre frère Goudaev Alibek (SP:5.098.619) aurait un lien avec les vôtres car vous auriez tous les deux été soupçonnés par les autorités d'avoir des liens avec les boevicks suite à vos études en Tchétchénie et aux visites que vous receviez au Daghestan des amis de Tchétchénie. Ce dernier a été reconnu réfugié le 30 août 2005 par la Commission permanente de recours des réfugiés.*

*À l'appui de votre seconde demande d'asile vous soumettez des documents étayant vos propos à savoir: une convocation vous invitant à vous présenter, le 4 novembre 2011, au service d'instruction de l'OVD du district de Khassaviourt pour être interrogé en tant que suspect et accusé ; une convocation délivrée à votre épouse la convoquant, le 27 septembre 2011, au service d'instruction de l'OVD du district de Khassaviourt pour être interrogée en tant que témoin. Vous soumettez également une convocation vous invitant à vous présenter, le 6 avril 2012, au service d'instruction de l'OVD du district de Khassaviourt pour être interrogé en tant que suspect et une convocation vous convoquant le 15 septembre 2012 au bureau d'enquêtes de l'OVD de Khassaviourt pour être interrogé en tant que suspect.*

*Vous déposez en outre une attestation du service d'aide médicale urgente de Khasavoyourt datée du 30 octobre 2011, des photos montrant les blessures que vous auriez subies le 29 octobre 2011, la copie du reçu de l'envoi d'une lettre recommandée à la Cour suprême de la République du Daghestan en date du 26 octobre 2011, votre diplôme établissant que vous avez été à l'université à Grozny de 1993 à 1997, les attestations de scolarité de vos enfants à Khassaviourt d'octobre 2008 à décembre 2011 ainsi que l'attestation établissant votre retour volontaire en Fédération de Russie par le biais de l'OIM.*

*Le 04 février 2013, le Commissariat Général a adopté à l'égard de votre demande d'asile ainsi que celle de votre épouse une décision de refus du statut de réfugié et du statut de protection subsidiaire.*

*Le 06 juin 2013, le Conseil du Contentieux des Etrangers a annulé cette décision afin que le Commissariat Général procède à l'analyse des documents que vous avez versés à votre dossier lors de la procédure de recours.*

*Vous avez déposé trois témoignages privés, une attestation médicale datée du 25 février 2013 rectifiant l'attestation du service d'aide médicale urgente de Khasavoyourt datée du 30 octobre 2011, deux convocations vous invitant à vous présenter, les 9 janvier 2009 et le 10 mars 2009, au service d'instruction de l'OVD du district de Khassaviourt pour être interrogé en tant que suspect ainsi que la lettre que vous auriez envoyée à la Cour suprême le 26 octobre 2011.*

## **B. Motivation**

*Il convient tout d'abord de rappeler qu'à l'égard de votre demande d'asile précédente le Commissariat Général a été amené à prendre une décision de refus après avoir constaté qu'il n'était pas permis*

*d'établir les problèmes invoqués pour deux principales raisons. D'une part, vous ne soumettiez aucun document établissant que vous auriez séjourné en Azerbaïdjan ni que vous seriez rentré au Daghestan en janvier 2007. D'autre part, vos propos au sujet de votre séjour en Azerbaïdjan et de votre retour au Daghestan ont été considérés comme incohérents et imprécis.*

*Étant donné que dans le cadre de la deuxième demande d'asile en question, il ressort de vos déclarations que les problèmes que vous auriez rencontrés lors de votre retour au Daghestan en octobre 2008 sont liés aux problèmes que vous auriez rencontrés en 2002, dans la mesure où vous seriez soupçonné d'avoir des liens avec les boevicks depuis cette époque (audition CGRA 06 mars 2012 p.12), on peut s'attendre à ce que vous apportiez de nouveaux éléments qui démontrent de manière manifeste que le résultat de votre première demande d'asile est incorrect et que vous pouvez encore prétendre à la reconnaissance du statut de réfugié ou à l'octroi du statut de protection subsidiaire. Or tel n'est pas le cas en espèce.*

*Premièrement, je remarque que vous n'apportez aucun élément permettant de remettre en cause la précédente décision du Commissariat Général.*

*En particulier, vous n'apportez aucun document, élément ou commencement de preuve permettant d'établir que vous auriez été arrêté en mai 2002.*

*Par ailleurs, je constate que le témoignage émanant de S. A. n'est pas de nature à pouvoir établir que vous auriez vécu en Azerbaïdjan de 2002 à 2007 dans la mesure où il s'agit d'un témoignage privé dont il n'est par conséquent pas permis d'évaluer l'authenticité ni la véracité des propos contenu.*

*De même, les témoignages de Monsieur D. U. et de Monsieur M. A. ne sont pas de nature à pouvoir établir que vous ayez fait l'objet d'une tentative d'arrestation le 17 janvier 2007. En effet, la valeur probante de ces documents est limitée dans la mesure où il s'agit de témoignages privés dont l'authenticité des propos relatés ne peut être vérifiée.*

*Deuxièmement, je constate que le seul fait d'avoir été à l'université en Tchétchénie tel qu'en atteste votre diplôme ne suffit pas à lui seul à établir que vous ayez été soupçonné de lien avec les boevicks. D'autant plus, qu'il ressort de vos déclarations que vous n'auriez pas eu connaissance d'informations concernant des personnes habitant au Daghestan avec lesquelles vous auriez été à l'université en Tchétchénie qui auraient été arrêtées (audition CGRA 04 mai 2012 p.5).*

*Troisièmement, je constate que les convocations que vous soumettez à l'appui de votre demande d'asile ne sont pas de nature à pouvoir établir les faits invoqués.*

*Tout d'abord, je constate que vous soumettez les copies des convocations établissant que vous auriez été convoqué au service d'instruction de l'OVD du district de Khassaviourt pour y être interrogé en tant que suspect respectivement le 9 janvier 2009 et le 10 mars 2009. Il n'est donc pas permis d'évaluer l'authenticité de ces documents en l'absence des originaux. Par ailleurs, je constate qu'il ressort de vos déclarations que de janvier à août 2009, vous auriez été convoqué à **quatre** reprises audit OVD, et particulièrement, trois fois avec une convocation (janvier, mars et juin) et une fois sans convocations en août 2009 (audition CGRA 04 mai 2012 p.14). Vous affirmez en outre que lorsque vous vous êtes rendu audit OVD avec vos convocations, vous les auriez **rendues** conformément aux prescrits de la loi qui vous oblige à rendre les convocations dans leur intégralité lors de vos interrogatoires (audition CGRA 06 mars 2012 p.8). Par conséquent, on ne comprend pas comment vous seriez en possession des convocations vous invitant à vous rendre au ROVD les 9 janvier et 10 mars 2009 dans la mesure où vous auriez dû les rendre lors de vos interrogatoires.*

*Notons que les informations en notre possession dont une photocopie est jointe à votre dossier administratif sur la circulation des faux documents en Russie établissant qu'en raison de la corruption qui prévaut en Fédération de Russie, il est aisé d'obtenir contre paiement des documents officiels auprès des autorités tels que des convocations à un interrogatoire remettent en cause la valeur probante de ces convocations.*

*Par conséquent ces deux convocations ne sont pas de nature à pouvoir établir que vous avez été convoqué au service d'instruction de l'OVD du district de Khassaviourt pour y être interrogé en tant que suspect respectivement le 9 janvier 2009 et le 10 mars 2009.*

Je constate également que les convocations que vous soumettez pour établir que vous auriez été convoqué le 4 novembre 2011, au service d'instruction de l'OVD du district de Khassaviourt pour y être interrogé en tant que suspect et accusé, celles établissant que vous auriez été convoqué audit OVD le 6 avril 2012 et le 15 septembre 2012, pour y être interrogé en tant que suspect ainsi que la convocation établissant que votre épouse aurait été convoquée 27 novembre 2011, au service d'instruction de l'OVD du district de Khassaviourt pour y être interrogée en tant que témoin ne mentionnent pas dans quelle affaire vous seriez convoqués en tant que suspect et accusé ni en tant que témoin. Partant elles ne permettent pas d'établir dans quelle affaire vous avez été tous les deux convoqués.

Cinquièmement, je remarque que vos propos ainsi que les photos établissant les blessures que vous auriez subies le 29 octobre 2011, étaient **dans un premier temps** en contradiction avec le contenu de l'attestation du service d'aide médicale urgente de Khasaviourt établissant que vous y avez été admis le 30 octobre 2011, lors de vos auditions au Commissariat Général dans le cadre de votre seconde demande d'asile. Vous affirmiez que vous étiez blessé à la jambe droite et au bras droit et que vous n'aviez pas de blessures au coude gauche (audition CGRA 06 mars 2012 p.7, audition CGRA 04 mai 2012 p.3). Toutefois, il ressortait de l'attestation du service d'aide médicale urgente de Khasaviourt soumise lors de votre première audition au Commissariat Général dans le cadre de votre seconde demande d'asile, que vous souffriez notamment de plusieurs contusions au coude gauche sans aucune mention de blessures au coude droit. Il n'était donc pas permis d'établir un lien entre les photos soumises et l'attestation médicale.

Lors de votre **procédure de recours devant le CCE** vous soumettez une attestation donnée en correction du diagnostic du 30 octobre 2011 suite à une erreur de qualification, rédigée par le médecin principal Murtazaliev, en date du 25 février 2013. Dans la mesure où ce dernier document répond mots pour mots aux contradictions qui vous étaient reprochées dans la première décision adoptée par le Commissariat Général dans le cadre de votre seconde demande d'asile, l'on est en droit de se demander dans quelle mesure où il n'a pas été rédigé pour les besoins de la cause. D'autant plus que les informations en notre possession sur la circulation des faux documents en Fédération de Russie précitées, établissent qu'il est aisé d'obtenir des faux documents contre rémunération. Par ailleurs je constate que les attestations médicales que vous soumettez ne mentionnent pas les circonstances à l'origine de vos blessures, de telle sorte que même si l'on considérait ces attestations comme réellement probantes (quod non), elles ne permettraient pas d'établir que vous avez été blessé dans les conditions que vous décrivez.

Par conséquent il n'est pas permis d'établir un lien entre les photos soumises et les attestations médicales. Partant, il n'est pas permis d'établir les circonstances aux cours desquelles les blessures établies par les photos vous auraient été infligées.

Enfin, je constate que vos déclarations sont en contradiction avec la lettre que vous soumettez pour établir que vous auriez envoyé une requête à la Cour suprême de la République du Daghestan le 26 octobre 2011.

En effet, vous affirmez que votre père aurait rédigé une lettre de plus au moins **quatre** pages à la Cour Suprême (audition CGRA 06/03/2012, p. 5). Cependant, vous soumettez à l'appui de vos déclarations une copie d'une lettre d'**une seule** page. Il n'est donc pas permis de considérer que la lettre soumise à l'appui de votre demande d'asile soit la copie de la lettre que vous auriez envoyée le 26 octobre à la Cour Suprême. D'autant plus que lors de votre première audition dans le cadre de la présente demande d'asile le 06 mars 2012, vous avez répondu par la négative à la question de savoir si vous pourriez nous faire parvenir la copie de cette lettre que vous auriez envoyée à la Cour Suprême (p. 5). L'on s'étonne donc que vous fassiez parvenir ce document en avril 2013 dans le cadre de votre recours au CCE.

Partant la copie de la lettre que vous auriez envoyée à la Cour Suprême ainsi que la copie du reçu de l'envoi d'une lettre recommandée à la Cour ne permettent pas d'établir que vous avez porté plainte à l'encontre de l'officier Magomedov qui vous aurait interrogé au OVD à chaque interrogatoire (audition CGRA 06 mars 2012 p. 16).

Je constate, par ailleurs, que vos propos contradictoires entre vos deux demandes d'asile ne permettent pas de rétablir la crédibilité des faits invoqués au sujet des problèmes rencontrés lors de votre retour au Daghestan en janvier 2007.

*En effet, vous déclariez lors de votre première demande d'asile avoir été présenter vos condoléances, le 16 janvier 2007, à la famille d'un jeune boevick qui avait été tué (audition CGRA 27 juillet 2007 p.12 (document 2 farde administrative). Toutefois, lors de votre seconde demande d'asile, vous déclarez dans un premier temps vous être **uniquement** rendu aux funérailles du grand-père d'un de vos amis (audition CGRA 04 mai 2012 p.12). Ce n'est que confronté à vos propos contradictoires avec vos déclarations antérieures que vous affirmez vous être également rendu aux funérailles d'un jeune boevick (audition CGRA 04 mai 2012 p.12).*

*Pour le surplus, je constate que vos retours au Daghestan après avoir quitté cette région à plusieurs reprises et le fait de ne pas avoir attendu la réponse du CCE au sujet de votre recours, sont incompatibles avec l'attitude d'une personne qui dit craindre pour sa vie. Partant, ce constat achève de ruiner la crédibilité de votre crainte.*

*Soulignons que le fait que votre frère ait été reconnu réfugié par la Commission permanente de recours des réfugiés ne suffit pas à lui seul à conclure que cette même qualité doit vous être octroyée.*

*En effet, je constate qu'il ressort de la décision de la Commission permanente de recours des réfugiés du 30 août 2005 jointe à votre dossier administratif que cette dernière a considéré que la crainte de votre frère d'être persécuté en cas de retour devait s'analyser comme une crainte d'être persécuté du fait de sa nationalité – sous-entendu son origine ethnique tchéchène. Cependant, actuellement et tel que développé ci-dessous en profondeur : le fait d'être d'origine tchéchène, au Daghestan , ne saurait à lui seul suffire pour se voir reconnaître la qualité de réfugié au sens de la Convention de Genève.*

*Au vu de ce qui précède, force est de constater que vous n'êtes pas parvenu à établir que vous avez quitté votre pays ou que vous en demeuriez éloigné en raison d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève ou un d'un risque réel d'y encourir des atteintes graves telles que fixées dans la définition de la protection subsidiaire.*

*Les autres documents soumis à l'appui de votre demande d'asile à savoir votre passeport interne, votre permis de conduire belge, votre acte de mariage, le témoignage écrit de votre frère rectifiant l'erreur au sujet de votre origine ethnique dans le questionnaire CGRA rempli à l'office des Etrangers, l'attestation établissant votre retour volontaire en Fédération de Russie par le biais de l'OIM ainsi que les attestations établissant la scolarisation de vos enfants au Daghestan de d'octobre 2008 à décembre 2011 ne sont pas de nature à remettre en cause le constat qui précède.*

*En ce qui concerne la situation des personnes d'ethnie tchéchène au Daghestan, il y a lieu de considérer, sur la base des informations dont dispose le Commissariat général (et dont copie dans le dossier administratif), qu'à la lumière de la situation générale en matière de sécurité, toute personne soupçonnée d'entretenir des liens avec le mouvement rebelle risque d'avoir des problèmes avec les autorités, indépendamment de son origine ethnique. Depuis longtemps déjà, les Tchétchènes ne forment plus la composante principale du mouvement rebelle, mais celui-ci est encore parfois associé à la rébellion en Tchétchénie, sans pour autant que cela donne lieu à des opérations ou des persécutions visant spécifiquement la population tchéchène en raison de son origine. C'est pourquoi le fait d'être d'origine tchéchène ne saurait à lui seul suffire pour se voir reconnaître la qualité de réfugié au sens de la Convention de Genève.*

*Enfin, pour ce qui est de l'application de l'article 48/4, § 2, c) de la Loi sur les étrangers, il ressort des informations dont dispose le Commissariat général et dont copie est versée au dossier administratif qu'une partie de la violence n'est pas liée à la rébellion qui se manifeste au Daghestan. En ce qui concerne la rébellion, il est à noter que, dans la période allant d'août à septembre 1999, celle-ci a débouché sur un affrontement militaire de grande envergure entre rebelles et autorités dans la région de Botlikh, Kadar et Novolak. Depuis lors, il n'est plus question de guerre ouverte.*

*La situation actuelle se caractérise par un mouvement rebelle clandestin et éparpillé à la capacité d'action réduite, qui se limite à des attaques ciblées. Bien que ces attaques visent généralement les représentants des services de sécurité et des forces de l'ordre, dans un nombre restreint de cas, ce sont également des civils qui en sont victimes. Il s'agit d'un nombre limité de cas dans lesquels des civils sont soit visés par les rebelles pour des raisons spécifiques soit victimes de violences survenant*

*en marge des attaques dirigées contre les services de sécurité et les forces de l'ordre. De leur côté, les autorités s'efforcent également de combattre la rébellion au moyen d'actions spécifiques ; il n'est pas exclu que ces actions spécifiques fassent également des victimes civiles dans un nombre limité de cas, que ce soit consciemment ou non.*

*L'on peut néanmoins conclure des informations disponibles que, malgré une certaine augmentation en 2011, le nombre de victimes civiles demeure réduit et que la situation sécuritaire globale au Daghestan n'est pas telle que les civils y sont, de manière généralisée, victimes d'actes de violence aveugle.*

*Le commissaire général dispose en outre d'une certaine marge d'appréciation en la matière et, à l'issue d'une analyse approfondie des informations disponibles, il estime que la vie ou la personne des civils vivant au Daghestan ne fait pas l'objet d'une menace grave en raison d'une violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé. À l'heure actuelle, il n'est donc pas question de risque réel d'atteintes graves au sens de l'article 48/4, § 2, c) de la Loi sur les étrangers pour les civils résidant au Daghestan.*

### **C. Conclusion**

*Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.*

*Et*

*[I., M. C.]*

*Vous êtes de nationalité russe et d'origine ethnique tchéchène.*

*Le 04 juillet 2007, vous avez introduit une première demande d'asile en Belgique liée à celle de votre époux Monsieur [G. A.] (sp : XXXXXXXX).*

*Le 9 avril 2008, le Commissariat Général a adopté une décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de la protection subsidiaire à l'égard de vos demandes d'asile. Le 23 avril 2008, vous avez introduit un recours devant le Conseil du Contentieux des étrangers (CCE) contre ces décisions.*

*Le 9 octobre 2008, sans attendre que le CCE ne se prononce sur votre recours, vous avez quitté la Belgique pour vous rendre en Russie en compagnie de votre famille. Vous seriez retourné dans votre domicile familial à Nouradilovo avant de quitter à nouveau le pays.*

*Le 25 septembre 2012, vous avez introduit une seconde demande d'asile.*

*A l'appui de votre demande d'asile, vous soumettez les documents suivants: votre passeport interne, les actes de naissance de vos enfants, une convocation au nom de votre époux Monsieur G. A. (sp : XXXXXXXX) le convoquant le 15 septembre 2012 au bureau d'enquêtes de l'OVD de Khassaviourt pour y être interrogé en tant que suspect. Vous soumettez également une attestation de l'Organisation internationale pour les migrations établissant votre retour volontaire en Fédération de Russie le 10 octobre 2008 ainsi que deux attestations établissant la scolarité de vos enfants au Daghestan d'octobre 2008 à décembre 2011.*

*Le 04 février 2013, le Commissariat Général a adopté à l'égard de votre seconde demande d'asile ainsi que celle de votre époux une décision de refus du statut de réfugié et du statut de protection subsidiaire.*

*Le 06 juin 2013, le CCE a annulé cette décision afin que le Commissariat Général procède à l'analyse des documents que votre époux a versé à votre dossier lors de la procédure de recours.*

*Il a versé à votre dossier trois témoignages privés, une attestation médicale datée de 25 février 2013 rectifiant l'attestation du service d'aide médicale urgente de Khasavoyurt datée du 30 octobre 2011, deux convocations l'invitant à se présenter, les 9 janvier 2009 et le 10 mars 2009, au service d'instruction de l'OVD du district de Khassaviourt pour être interrogé en tant que suspect ainsi qu'une lettre qu'il aurait envoyée à la Cour suprême le 26 octobre 2011.*

*Il ressort de vos déclarations que votre demande d'asile est liée aux problèmes que votre époux aurait rencontré au Daghestan.*

## **B. Motivation**

*Force est de constater que j'ai pris une décision de refus de reconnaissance du statut de réfugié et de refus d'octroi de la protection subsidiaire à l'égard de votre époux car les éléments soumis à l'appui de sa seconde demande d'asile ne sont pas de nature à pouvoir établir qu'il existe dans son chef une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que fixées à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 en cas de retour au Daghestan. Par conséquent et pour les mêmes motifs, votre demande d'asile doit également être rejetée.*

*Pour plus de précision, je vous invite à consulter la décision que j'ai prise à l'égard de votre époux, dont les termes sont repris ci-dessous :*

### *« A. Faits invoqués*

*Vous êtes de nationalité russe et d'origine ethnique tchéchène. Vous seriez originaire du village de Nouradilovo, dans le district de Khassaviourt au Daghestan.*

*Le 24 janvier 2007, vous avez introduit une première demande d'asile en Belgique.*

*Le 4 juillet 2007, votre épouse I. M. C. (SP:XXXXXXX) a également introduit une demande d'asile en Belgique liée entièrement à la vôtre.*

*Le 9 avril 2008, le Commissariat Général a adopté une décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de la protection subsidiaire à l'égard de vos demandes d'asile.*

*Le 23 avril 2008, vous avez introduit un recours devant le Conseil du Contentieux des étrangers (CCE) contre ces décisions.*

*Le 9 octobre 2008, sans attendre que le CCE ne se prononce au sujet de votre recours, vous avez quitté la Belgique pour vous rendre en Russie en compagnie de votre famille, en recourant au service de l'organisation internationale pour les migrations (OIM).*

*Vous seriez retourné habiter dans votre domicile familial à Nouradilovo au Daghestan.*

*Le 7 décembre 2011, vous avez introduit une seconde demande d'asile en Belgique.*

*À l'appui de votre seconde demande d'asile, vous invoquez les faits suivants.*

*En janvier et mars 2009, vous auriez été convoqué au commissariat de police (ROVD) de Khassaviourt par le biais d'une convocation. Vous auriez été interrogé par le même officier durant deux à trois heures, à chaque reprise. Il vous aurait déclaré que si vous n'aviez pas aidé les boevicks, vous ne seriez pas parti en Europe. Il aurait voulu que vous collaboriez avec eux et vous aurait menacé d'ennuis judiciaires si vous n'acceptiez pas de collaborer.*

*En juin 2009, vous auriez été convoqué à une nouvelle reprise au ROVD par le biais d'une convocation. Vous auriez également été interrogé par le même officier que lors des précédents interrogatoires ainsi qu'une autre personne durant cinq heures. Il aurait été convenu que tous les deux mois, le 1er du mois, vous deviez vous rendre au ROVD et leur apporter des informations.*

*Vous auriez accepté pour éviter d'être battu.*

*Le 1er août 2009, vous vous seriez rendu au ROVD sans avoir d'informations importantes à leur communiquer. Dans le courant du mois d'août, vous auriez reçu un appel anonyme dans lequel vous étiez menacé d'être tué si vous étiez aperçu à nouveau au ROVD.*

*Le 1er octobre 2009, vous ne vous seriez pas rendu au ROVD.*



*Le 10 octobre 2009, vous auriez été emmené au ROVD par 4 officiers. Vous auriez été battu. Ils vous auraient déclaré que vous deviez vous rendre chez eux comme convenu si vous ne vouliez pas être tué. Vous auriez ensuite été libéré.*

*Le 27 septembre 2009, vous auriez quitté le Daghestan pour vous rendre dans la province de Kalmikia, chez votre oncle. Vous seriez retourné une journée à votre domicile familial pour voir votre fils qui venait de naître, en août 2010.*

*En septembre 2010, vous auriez quitté le domicile de votre oncle car celui-ci vous aurait informé que vous y étiez recherché. Vous vous seriez rendu chez votre tante dans la province d'Astrakhan. Vous auriez décidé de partir car un agent de quartier serait venu chez votre tante demander si vous étiez chez elle.*

*Le 24 octobre 2011, vous seriez rentré à Nouradilovo.*

*Le 26 octobre 2011, vous auriez adressé une lettre à la Cour suprême du Daghestan, avec l'aide de votre père, pour porter plainte à l'égard de l'officier qui vous aurait interrogé en janvier, mars, juin et août 2009.*

*Dans la nuit du 29 octobre 2011, 4 hommes masqués et en uniformes seraient venus vous chercher à votre domicile pour vous emmener au service régional de Toukhtcha. Vous auriez été interrogé sur le motif de votre lettre et auriez été battu.*

*Très tôt dans la matinée du 30 octobre 2011, vous auriez été relâché suite à une rançon versée par votre père. Il vous aurait emmené à l'hôpital afin de soigner vos blessures.*

*Le 31 octobre 2011, votre père vous aurait conduit à Grebinskaya, en Tchétchénie chez votre oncle.*

*Le 1 novembre 2011, vous avez reçu une convocation pour vous rendre, le 4 novembre 2011, au service d'instruction de l'OVD du district de Khassaviourt pour y être interrogé en tant que suspect et accusé.*

*Vous ne vous y seriez pas rendu.*

*Le 25 novembre 2011, votre épouse aurait reçu une convocation, au domicile de vos parents, pour se rendre, le 27 novembre 2011, au service d'instruction de l'OVD du district de Khassaviourt pour y être interrogée en tant que témoin. Elle ne s'y serait pas rendue car elle se trouvait dans la maison de ses parents.*

*Le 2 décembre 2011, vous avez quitté la Russie en voyageant en bus et en voiture pour vous rendre en Belgique.*

*Le 25 septembre 2012, votre épouse serait arrivée en Belgique et a introduit une seconde demande d'asile le même jour entièrement liée à la vôtre.*

*Vous déclarez également que le début des problèmes de votre frère G. A. (SP:XXXXXXX) aurait un lien avec les vôtres car vous auriez tous les deux été soupçonnés par les autorités d'avoir des liens avec les boevicks suite à vos études en Tchétchénie et aux visites que vous receviez au Daghestan des amis de Tchétchénie. Ce dernier a été reconnu réfugié le 30 août 2005 par la Commission permanente de recours des réfugiés.*

*À l'appui de votre seconde demande d'asile vous soumettez des documents étayant vos propos à savoir: une convocation vous invitant à vous présenter, le 4 novembre 2011, au service d'instruction de l'OVD du district de Khassaviourt pour être interrogé en tant que suspect et accusé ; une convocation délivrée à votre épouse la convoquant, le 27 septembre 2011, au service d'instruction de l'OVD du district de Khassaviourt pour être interrogée en tant que témoin. Vous soumettez également une convocation vous invitant à vous présenter, le 6 avril 2012, au service d'instruction de l'OVD du district de Khassaviourt pour être interrogé en tant que suspect et une convocation vous convoquant le 15*

septembre 2012 au bureau d'enquêtes de l'OVD de Khassaviourt pour être interrogé en tant que suspect.

Vous déposez en outre une attestation du service d'aide médicale urgente de Khasavyourt datée du 30 octobre 2011, des photos montrant les blessures que vous auriez subies le 29 octobre 2011, la copie du reçu de l'envoi d'une lettre recommandée à la Cour suprême de la République du Daghestan en date du 26 octobre 2011, votre diplôme établissant que vous avez été à l'université à Grozny de 1993 à 1997, les attestations de scolarité de vos enfants à Khassaviourt d'octobre 2008 à décembre 2011 ainsi que l'attestation établissant votre retour volontaire en Fédération de Russie par le biais de l'OIM.

Le 04 février 2013, le Commissariat Général a adopté à l'égard de votre demande d'asile ainsi que celle de votre épouse une décision de refus du statut de réfugié et du statut de protection subsidiaire.

Le 06 juin 2013, le Conseil du Contentieux des Etrangers a annulé cette décision afin que le Commissariat Général procède à l'analyse des documents que vous avez versés à votre dossier lors de la procédure de recours.

Vous avez déposé trois témoignages privés, une attestation médicale datée du 25 février 2013 rectifiant l'attestation du service d'aide médicale urgente de Khasavyourt datée du 30 octobre 2011, deux convocations vous invitant à vous présenter, les 9 janvier 2009 et le 10 mars 2009, au service d'instruction de l'OVD du district de Khassaviourt pour être interrogé en tant que suspect ainsi que la lettre que vous auriez envoyée à la Cour suprême le 26 octobre 2011.

#### *B. Motivation*

Il convient tout d'abord de rappeler qu'à l'égard de votre demande d'asile précédente le Commissariat Général a été amené à prendre une décision de refus après avoir constaté qu'il n'était pas permis d'établir les problèmes invoqués pour deux principales raisons. D'une part, vous ne soumettiez aucun document établissant que vous auriez séjourné en Azerbaïdjan ni que vous seriez rentré au Daghestan en janvier 2007. D'autre part, vos propos au sujet de votre séjour en Azerbaïdjan et de votre retour au Daghestan ont été considérés comme incohérents et imprécis.

Étant donné que dans le cadre de la deuxième demande d'asile en question, il ressort de vos déclarations que les problèmes que vous auriez rencontrés lors de votre retour au Daghestan en octobre 2008 sont liés aux problèmes que vous auriez rencontrés en 2002, dans la mesure où vous seriez soupçonné d'avoir des liens avec les boevicks depuis cette époque (audition CGRA 06 mars 2012 p.12), on peut s'attendre à ce que vous apportiez de nouveaux éléments qui démontrent de manière manifeste que le résultat de votre première demande d'asile est incorrect et que vous pouvez encore prétendre à la reconnaissance du statut de réfugié ou à l'octroi du statut de protection subsidiaire. Or tel n'est pas le cas en espèce.

Premièrement, je remarque que vous n'apportez aucun élément permettant de remettre en cause la précédente décision du Commissariat Général.

En particulier, vous n'apportez aucun document, élément ou commencement de preuve permettant d'établir que vous auriez été arrêté en mai 2002.

Par ailleurs, je constate que le témoignage émanant de S. A. n'est pas de nature à pouvoir établir que vous auriez vécu en Azerbaïdjan de 2002 à 2007 dans la mesure où il s'agit d'un témoignage privé dont il n'est par conséquent pas permis d'évaluer l'authenticité ni la véracité des propos contenu.

De même, les témoignages de Monsieur D. U. et de Monsieur M. A. ne sont pas de nature à pouvoir établir que vous ayez fait l'objet d'une tentative d'arrestation le 17 janvier 2007. En effet, la valeur probante de ces documents est limitée dans la mesure où il s'agit de témoignages privés dont l'authenticité des propos relatés ne peut être vérifiée.

Deuxièmement, je constate que le seul fait d'avoir été à l'université en Tchétchénie tel qu'en atteste votre diplôme ne suffit pas à lui seul à établir que vous ayez été soupçonné de lien avec les boevicks. D'autant plus, qu'il ressort de vos déclarations que vous n'auriez pas eu connaissance d'informations

concernant des personnes habitant au Daghestan avec lesquelles vous auriez été à l'université en Tchétchénie qui auraient été arrêtées (audition CGRA 04 mai 2012 p.5).

Troisièmement, je constate que les convocations que vous soumettez à l'appui de votre demande d'asile ne sont pas de nature à pouvoir établir les faits invoqués.

Tout d'abord, je constate que vous soumettez les copies des convocations établissant que vous auriez été convoqué au service d'instruction de l'OVD du district de Khassaviourt pour y être interrogé en tant que suspect respectivement le 9 janvier 2009 et le 10 mars 2009. Il n'est donc pas permis d'évaluer l'authenticité de ces documents en l'absence des originaux. Par ailleurs, je constate qu'il ressort de vos déclarations que de janvier à août 2009, vous auriez été convoqué à **quatre** reprises audit OVD, et particulièrement, trois fois avec une convocation (janvier, mars et juin) et une fois sans convocations en août 2009 (audition CGRA 04 mai 2012 p.14). Vous affirmez en outre que lorsque vous vous êtes rendu audit OVD avec vos convocations, vous les auriez **rendues** conformément aux prescrits de la loi qui vous oblige à rendre les convocations dans leur intégralité lors de vos interrogatoires (audition CGRA 06 mars 2012 p.8). Par conséquent, on ne comprend pas comment vous seriez en possession des convocations vous invitant à vous rendre au ROVD les 9 janvier et 10 mars 2009 dans la mesure où vous auriez dû les rendre lors de vos interrogatoires.

Notons que les informations en notre possession dont une photocopie est jointe à votre dossier administratif sur la circulation des faux documents en Russie établissant qu'en raison de la corruption qui prévaut en Fédération de Russie, il est aisé d'obtenir contre paiement des documents officiels auprès des autorités tels que des convocations à un interrogatoire remettent en cause la valeur probante de ces convocations.

Par conséquent ces deux convocations ne sont pas de nature à pouvoir établir que vous avez été convoqué au service d'instruction de l'OVD du district de Khassaviourt pour y être interrogé en tant que suspect respectivement le 9 janvier 2009 et le 10 mars 2009.

Je constate également que les convocations que vous soumettez pour établir que vous auriez été convoqué le 4 novembre 2011, au service d'instruction de l'OVD du district de Khassaviourt pour y être interrogé en tant que suspect et accusé, celles établissant que vous auriez été convoqué audit OVD le 6 avril 2012 et le 15 septembre 2012, pour y être interrogé en tant que suspect ainsi que la convocation établissant que votre épouse aurait été convoquée 27 novembre 2011, au service d'instruction de l'OVD du district de Khassaviourt pour y être interrogée en tant que témoin ne mentionnent pas dans quelle affaire vous seriez convoqués en tant que suspect et accusé ni en tant que témoin. Partant elles ne permettent pas d'établir dans quelle affaire vous avez été tous les deux convoqués.

Cinquièmement, je remarque que vos propos ainsi que les photos établissant les blessures que vous auriez subies le 29 octobre 2011, étaient **dans un premier temps** en contradiction avec le contenu de l'attestation du service d'aide médicale urgente de Khasaviourt établissant que vous y avez été admis le 30 octobre 2011, lors de vos auditions au Commissariat Général dans le cadre de votre seconde demande d'asile. Vous affirmiez que vous étiez blessé à la jambe droite et au bras droit et que vous n'aviez pas de blessures au coude gauche (audition CGRA 06 mars 2012 p.7, audition CGRA 04 mai 2012 p.3). Toutefois, il ressortait de l'attestation du service d'aide médicale urgente de Khasaviourt soumise lors de votre première audition au Commissariat Général dans le cadre de votre seconde demande d'asile, que vous souffriez notamment de plusieurs contusions au coude gauche sans aucune mention de blessures au coude droit. Il n'était donc pas permis d'établir un lien entre les photos soumises et l'attestation médicale.

Lors de votre **procédure de recours devant le CCE** vous soumettez une attestation donnée en correction du diagnostic du 30 octobre 2011 suite à une erreur de qualification, rédigée par le médecin principal Murtazaliev, en date du 25 février 2013. Dans la mesure où ce dernier document répond mots pour mots aux contradictions qui vous étaient reprochées dans la première décision adoptée par le Commissariat Général dans le cadre de votre seconde demande d'asile, l'on est en droit de se demander dans quelle mesure où il n'a pas été rédigé pour les besoins de la cause. D'autant plus que les informations en notre possession sur la circulation des faux documents en Fédération de Russie précitées, établissent qu'il est aisé d'obtenir des faux documents contre rémunération. Par ailleurs je constate que les attestations médicales que vous soumettez ne mentionnent pas les circonstances à

*l'origine de vos blessures, de telle sorte que même si l'on considérait ces attestations comme réellement probantes (quod non), elles ne permettraient pas d'établir que vous avez été blessé dans les conditions que vous décrivez.*

*Par conséquent il n'est pas permis d'établir un lien entre les photos soumises et les attestations médicales. Partant, il n'est pas permis d'établir les circonstances aux cours desquelles les blessures établies par les photos vous auraient été infligées.*

*Enfin, je constate que vos déclarations sont en contradiction avec la lettre que vous soumettez pour établir que vous auriez envoyé une requête à la Cour suprême de la République du Daghestan le 26 octobre 2011.*

*En effet, vous affirmez que votre père aurait rédigé une lettre de plus au moins **quatre** pages à la Cour Suprême (audition CGRA 06/03/2012, p. 5). Cependant, vous soumettez à l'appui de vos déclarations une copie d'une lettre d'**une seule** page. Il n'est donc pas permis de considérer que la lettre soumise à l'appui de votre demande d'asile soit la copie de la lettre que vous auriez envoyée le 26 octobre à la Cour Suprême. D'autant plus que lors de votre première audition dans le cadre de la présente demande d'asile le 06 mars 2012, vous avez répondu par la négative à la question de savoir si vous pourriez nous faire parvenir la copie de cette lettre que vous auriez envoyée à la Cour Suprême (p. 5). L'on s'étonne donc que vous fassiez parvenir ce document en avril 2013 dans le cadre de votre recours au CCE.*

*Partant la copie de la lettre que vous auriez envoyée à la Cour Suprême ainsi que la copie du reçu de l'envoi d'une lettre recommandée à la Cour ne permettent pas d'établir que vous avez porté plainte à l'encontre de l'officier Magomedov qui vous aurait interrogé au OVD à chaque interrogatoire (audition CGRA 06 mars 2012 p.16).*

*Je constate, par ailleurs, que vos propos contradictoires entre vos deux demandes d'asile ne permettent pas de rétablir la crédibilité des faits invoqués au sujet des problèmes rencontrés lors de votre retour au Daghestan en janvier 2007.*

*En effet, vous déclariez lors de votre première demande d'asile avoir été présenter vos condoléances, le 16 janvier 2007, à la famille d'un jeune boevick qui avait été tué (audition CGRA 27 juillet 2007 p.12 (document 2 farde administrative). Toutefois, lors de votre seconde demande d'asile, vous déclarez dans un premier temps vous être **uniquement** rendu aux funérailles du grand-père d'un de vos amis (audition CGRA 04 mai 2012 p.12). Ce n'est que confronté à vos propos contradictoires avec vos déclarations antérieures que vous affirmez vous être également rendu aux funérailles d'un jeune boevick (audition CGRA 04 mai 2012 p.12).*

*Pour le surplus, je constate que vos retours au Daghestan après avoir quitté cette région à plusieurs reprises et le fait de ne pas avoir attendu la réponse du CCE au sujet de votre recours, sont incompatibles avec l'attitude d'une personne qui dit craindre pour sa vie. Partant, ce constat achève de ruiner la crédibilité de votre crainte.*

*Soulignons que le fait que votre frère ait été reconnu réfugié par la Commission permanente de recours des réfugiés ne suffit pas à lui seul à conclure que cette même qualité doit vous être octroyée.*

*En effet, je constate qu'il ressort de la décision de la Commission permanente de recours des réfugiés du 30 août 2005 jointe à votre dossier administratif que cette dernière a considéré que la crainte de votre frère d'être persécuté en cas de retour devait s'analyser comme une crainte d'être persécuté du fait de sa nationalité – sous-entendu son origine ethnique tchéchène. Cependant, actuellement et tel que développé ci-dessous en profondeur : le fait d'être d'origine tchéchène, au Daghestan, ne saurait à lui seul suffire pour se voir reconnaître la qualité de réfugié au sens de la Convention de Genève. Au vu de ce qui précède, force est de constater que vous n'êtes pas parvenu à établir que vous avez quitté votre pays ou que vous en demeuriez éloigné en raison d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève ou un d'un risque réel d'y encourir des atteintes graves telles que fixées dans la définition de la protection subsidiaire.*

*Les autres documents soumis à l'appui de votre demande d'asile à savoir votre passeport interne, votre permis de conduire belge, votre acte de mariage, le témoignage écrit de votre frère rectifiant l'erreur au sujet de votre origine ethnique dans le questionnaire CGRA rempli à l'office des Etrangers, l'attestation établissant votre retour volontaire en Fédération de Russie par le biais de l'OIM ainsi que les*

attestations établissant la scolarisation de vos enfants au Daghestan de d'octobre 2008 à décembre 2011 ne sont pas de nature à remettre en cause le constat qui précède.

*En ce qui concerne la situation des personnes d'ethnie tchéchène au Daghestan, il y a lieu de considérer, sur la base des informations dont dispose le Commissariat général (et dont copie dans le dossier administratif), qu'à la lumière de la situation générale en matière de sécurité, toute personne soupçonnée d'entretenir des liens avec le mouvement rebelle risque d'avoir des problèmes avec les autorités, indépendamment de son origine ethnique. Depuis longtemps déjà, les Tchétchènes ne forment plus la composante principale du mouvement rebelle, mais celui-ci est encore parfois associé à la rébellion en Tchétchénie, sans pour autant que cela donne lieu à des opérations ou des persécutions visant spécifiquement la population tchéchène en raison de son origine. C'est pourquoi le fait d'être d'origine tchéchène ne saurait à lui seul suffire pour se voir reconnaître la qualité de réfugié au sens de la Convention de Genève.*

*Enfin, pour ce qui est de l'application de l'article 48/4, § 2, c) de la Loi sur les étrangers, il ressort des informations dont dispose le Commissariat général et dont copie est versée au dossier administratif qu'une partie de la violence n'est pas liée à la rébellion qui se manifeste au Daghestan. En ce qui concerne la rébellion, il est à noter que, dans la période allant d'août à septembre 1999, celle-ci a débouché sur un affrontement militaire de grande envergure entre rebelles et autorités dans la région de Botlikh, Kadar et Novolak. Depuis lors, il n'est plus question de guerre ouverte.*

*La situation actuelle se caractérise par un mouvement rebelle clandestin et éparpillé à la capacité d'action réduite, qui se limite à des attaques ciblées. Bien que ces attaques visent généralement les représentants des services de sécurité et des forces de l'ordre, dans un nombre restreint de cas, ce sont également des civils qui en sont victimes. Il s'agit d'un nombre limité de cas dans lesquels des civils sont soit visés par les rebelles pour des raisons spécifiques soit victimes de violences survenant en marge des attaques dirigées contre les services de sécurité et les forces de l'ordre. De leur côté, les autorités s'efforcent également de combattre la rébellion au moyen d'actions spécifiques ; il n'est pas exclu que ces actions spécifiques fassent également des victimes civiles dans un nombre limité de cas, que ce soit consciemment ou non.*

*L'on peut néanmoins conclure des informations disponibles que, malgré une certaine augmentation en 2011, le nombre de victimes civiles demeure réduit et que la situation sécuritaire globale au Daghestan n'est pas telle que les civils y sont, de manière généralisée, victimes d'actes de violence aveugle.*

*Le commissaire général dispose en outre d'une certaine marge d'appréciation en la matière et, à l'issue d'une analyse approfondie des informations disponibles, il estime que la vie ou la personne des civils vivant au Daghestan ne fait pas l'objet d'une menace grave en raison d'une violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé. À l'heure actuelle, il n'est donc pas question de risque réel d'atteintes graves au sens de l'article 48/4, § 2, c) de la Loi sur les étrangers pour les civils résidant au Daghestan »*

### **C. Conclusion**

*Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»*

#### **2. La requête introductive d'instance**

2.1 Dans la requête, les parties requérantes confirment pour l'essentiel l'exposé des faits tel qu'il figure dans les décisions entreprises.

2.2 Les parties requérantes invoquent la violation des articles 48/3, 48/5, 57/7bis et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée « la loi du 15 décembre 1980 »), des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

2.3 En termes de dispositif, les parties requérantes demandent au Conseil de réformer les actes attaqués et en conséquence, à titre principal, de reconnaître aux requérants la qualité de réfugié. A titre subsidiaire, elles sollicitent l'octroi du statut de protection subsidiaire.

### 3. Rétroactes

3.1. Le requérant a introduit une première demande d'asile le 24 janvier 2007 et la requérante a introduit une première demande d'asile le 4 juillet 2007. Le 7 avril 2008, la partie défenderesse a pris à l'égard des requérants des décisions de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire. Le 23 avril 2008, les parties requérantes ont introduit un recours à l'encontre de ces décisions devant le Conseil de ceans. Les requérants étant rentrés chez eux en octobre 2008, le Conseil a par un arrêt n°23.334 du 20 février 2009 constaté que le recours était devenu sans objet.

Le requérant a introduit sa présente demande d'asile en date du 7 décembre 2011. La requérante a fait de même le 25 septembre 2012. Le 12 février 2013, la partie défenderesse a rendu des décisions leur refusant la qualité de réfugié et le statut de protection subsidiaire. Les requérants ont introduit un recours contre ces décisions devant le Conseil de ceans en date du 8 mars 2013.

Après avoir rendu une ordonnance sur base de l'article 39/73 §§1<sup>er</sup> et 2, le Conseil a constaté que les parties requérantes demandaient à être entendues et produisaient de nouvelles pièces. En conséquence, par un arrêt n° 104 463 du 6 juin 2013, il a annulé les décisions prises par la partie défenderesse afin que cette dernière apprécie la force probante des pièces produites.

Sans avoir réentendu les requérants, la partie défenderesse a pris deux nouvelles décisions de refus de la qualité de réfugié et d'octroi du statut de protection subsidiaire. Il s'agit des actes attaqués.

### 4. Discussion

4.1. L'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 en son paragraphe premier est libellé comme suit : *« Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1er de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967 »*. Ledit article 1er de la Convention de Genève précise que le terme « réfugié » s'applique à toute personne *« qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays »*.

4.2. Le Commissaire adjoint refuse de reconnaître la qualité de réfugié aux parties requérantes pour différents motifs (voy. ci-avant « 1. L'acte attaqué »).

4.3. Les parties requérantes contestent en substance la motivation des décisions attaquées au regard des circonstances de fait de l'espèce et des documents produits par elles.

4.4. Le Conseil rappelle avant tout que dans le cadre d'un recours en plein contentieux, il jouit d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il *« soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général [...], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. [...] Le Conseil n'est dès lors pas lié par le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision : la compétence de « confirmation » ne peut clairement pas être interprétée dans ce sens. Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général [...] soit la réformer [...] »* (v. Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 51 2479/001, p. 95).

4.5. Il ressort des arguments en présence que le débat entre les parties porte essentiellement sur la crédibilité des faits invoqués et, partant, de la crainte alléguée.

4.6. En l'espèce, le Conseil estime ne pas pouvoir se rallier aux motivations des décisions querellées.

4.7. Le Conseil constate que dans les décisions relatives à la première demande d'asile des requérants rendues en 2008, la partie défenderesse relevait que les parties requérantes étaient en défaut d'établir leur séjour de 2002 à 2007 en Azerbaïdjan. Le Conseil relève que si les requérants n'ont pas été très précis quant à ce séjour, leurs déclarations par contre concernant leur lieu de résidence et le policier de quartier les ayant aidés sont restées constantes tout au long de leurs deux procédures d'asile. C'est sur base de cette constatation qu'il y a lieu d'analyser le témoignage émanant de S.A. selon lequel les

requérants étaient les voisins de ses parents dans les faubourgs de Bakou en Azerbaïdjan, ce qui correspond aux déclarations des requérants.

Ainsi, le Conseil rappelle que le courrier émanant d'un membre de la famille constitue un commencement de preuve qui ne peut être écarté au seul motif qu'il présente un caractère privé ou qu'il a été rédigé par un proche. De même, ce type de document ne doit pas nécessairement venir à l'appui d'un récit crédible. Une telle interprétation méconnaît les principes juridiques qui gouvernent l'administration de la preuve puisqu'elle équivaut à nier toute force probante à un document en raison de sa seule nature, sans le moindre examen de son contenu. Si ce témoignage ne peut par sa nature se voir octroyer une force probante limitée, il n'empêche qu'il vient corroborer les déclarations des requérants.

4.8. Le même raisonnement est appliqué par rapport aux deux témoignages relatifs à la tentative d'arrestation dont le requérant affirme avoir été victime en 2007.

4.9. S'agissant des convocations, le Conseil observe qu'elles viennent corroborer les propos du requérant. Si, faute de l'indication du motif qui les fondent, elles ne peuvent suffire à établir la réalité des faits de persécution invoqués, il y a néanmoins lieu de constater que ces pièces constituent des éléments venant appuyer le récit des requérants.

En ce que les décisions relèvent qu'il est étonnant que le requérant soit en possession de ces convocations, le Conseil, tout en regrettant que les requérants n'aient pas été réentendus par la partie défenderesse après l'arrêt d'annulation, estime pouvoir se rallier aux explications avancées en termes de requête selon lesquelles les agents de police ne lui ont pas demandé de restituer ces documents.

4.10 S'agissant de la plainte à la Cour Suprême, le Conseil considère que les explications apportées en termes de requête sur la contradiction relevée sont crédibles et convaincantes et ce, d'autant plus que le requérant n'a pas été interrogé sur ce point. A l'instar de la requête, le Conseil note que le requérant produit le récépissé de l'envoi recommandé ; ce qui prouve qu'il s'est bien adressé à la Cour Suprême.

Les considérations émises en termes de requête quant à l'obtention de la copie de cette plainte par le requérant de la part de son père sont pertinentes.

4.11. A propos des certificats médicaux, dès lors que les décisions de la partie défenderesse prises en 2012 relevaient des contradictions entre les déclarations du requérant et l'attestation médicale produite, le Conseil considère comme logique que le requérant se soit adressé au médecin afin qu'il corrige son erreur initiale.

4.12. Quant à l'omission de la présence du requérant aux funérailles d'un jeune boevick en 2007, le Conseil, à la lecture du rapport d'audition du requérant du 4 mai 2012 et au vu du temps écoulé et des nombreux événements vécus par le requérant et son épouse, considère que la thèse d'un oubli est crédible et compréhensible.

4.13. S'agissant du retour des requérants avant l'issue de leur recours devant le Conseil de céans, le Conseil estime que les requérants se sont expliqués à suffisance sur ce point.

4.14. Le Conseil constate que les parties requérantes ont livré un récit cohérent, précis, constant, particulièrement dense et qu'elles ont été à même de produire de nombreux documents venant corroborer différents points de leur récit d'asile que ce soit le séjour en Azerbaïdjan, la tentative d'arrestation de 2007, la plainte à la Cour Suprême, l'agression du 29 octobre 2011 à laquelle se rapportent les photos et les attestations médicales, les convocations reçues. Au vu de l'ensemble de ces éléments, il considère que les faits allégués peuvent être considérés comme établis à suffisance.

4.15. Par ailleurs, il y a encore lieu de tenir compte de l'origine ethnique du requérant et du fait que son frère a été reconnu réfugié. Autant d'éléments qui viennent encore jouer en faveur des requérants.

4.16. Dès lors que les requérants ont établi avoir été persécutés par leurs autorités nationales en raison de liens supposés avec les boevicks, il apparaît que les requérants ont quitté la Russie et en restent éloignés par crainte d'être persécutés au sens de l'article 1er, section A, § 2, de la Convention de Genève. Les faits étant suffisamment établis, la crainte des requérants s'analysent comme une crainte d'être persécutés du fait de leurs opinions politiques imputées.

4.16. Dès lors, il y a lieu de réformer les décisions attaquées et de reconnaître la qualité de réfugié aux parties requérantes.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article unique**

La qualité de réfugié est reconnue aux parties requérantes.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le treize mai deux mille quatorze par :

M. O. ROISIN,	président f.f., juge au contentieux des étrangers,
Mme L. BEN AYAD,	greffier.

Le greffier,	Le président,
--------------	---------------

L. BEN AYAD	O. ROISIN
-------------	-----------